

L'OCDE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est un organisme international qui a pour but de promouvoir des politiques visant à améliorer le bien-être économique et social des personnes partout dans le monde. Il est composé de 35 pays membres, d'un secrétariat basé à Paris et d'un comité formé d'experts issus du gouvernement et autres, spécialisés dans chaque domaine d'intervention de l'organisation. L'OCDE offre un forum dans lequel les gouvernements peuvent travailler de pair afin de partager leurs expériences et rechercher des solutions aux problèmes communs auxquels ils font face. Nous travaillons en collaboration avec les gouvernements pour comprendre les facteurs à l'origine des changements économiques, sociaux et environnementaux. Nous mesurons la productivité et les flux mondiaux de commerce et d'investissement.

Le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Le programme MENA-OCDE pour la gouvernance est un partenariat stratégique entre les pays de la région MENA et de l'OCDE pour partager des connaissances et de l'expertise, en vue de diffuser les normes et les principes de bonne gouvernance qui soutiennent le processus de réforme en cours dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Le programme renforce la collaboration avec les initiatives multilatérales les plus pertinentes actuellement en cours dans la région. Plus particulièrement, le programme soutient la mise en œuvre du partenariat de Deauville du G7 et aide les gouvernements à répondre aux critères d'admissibilité pour devenir membre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert. Grâce à ces initiatives, le Programme agit comme un des principaux défenseurs de la gestion des réformes de la gouvernance publique en cours dans la région MENA. Le programme fournit une structure durable pour le dialogue de la politique régionale ainsi que pour des projets pays spécifiques. Les projets reflètent l'engagement des gouvernements de la région MENA à mettre en œuvre des réformes de leur secteur public afin de libérer leur potentiel de développement social et économique dans le contexte des attentes grandissantes des citoyens en matière de services publics de qualité, d'inclusion dans l'élaboration des politiques publiques et de transparence.

Le projet « Les jeunes dans la vie publique »

Le projet [« Les jeunes dans la vie publique : Vers un engagement ouvert de la jeunesse »](#), financé par le Fond de transition MENA du Partenariat Deauville G7, soutient les efforts de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie pour favoriser un engagement actif et inclusif des jeunes

dans la vie publique et pour une mise en place de services publics qui répondent pleinement aux besoins des jeunes, et cela à travers:

- Un soutien au processus de formulation et de mise en œuvre de politiques et stratégies nationales de la jeunesse, transversales et à tous les niveaux du gouvernement ;
- Un renforcement du cadre législatif et institutionnel aussi bien au niveau local que régional pour l'engagement des jeunes dans la vie publique ;
- Une promotion des moyens innovants pour renforcer le dialogue entre les jeunes et les autorités publiques.

Le Projet inclut des activités spécifiques aux pays, ainsi que des opportunités de débats sur les politiques régionales et d'échange de connaissances entre pays MENA et OCDE.

Aperçu et objectifs de la conférence régionale

En coopération avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) marocain, l'OCDE organise une conférence régionale les 3 et 4 octobre 2017 à Rabat sur le thème « La jeunesse au plus près de la vie publique ». L'évènement s'inscrit dans le cadre du projet « Les jeunes dans la vie publique : Vers un engagement de la jeunesse ouvert et inclusif » au Maroc, en Jordanie et en Tunisie, financé par le Fonds de Transition MENA du Partenariat de Deauville.

Cette conférence a pour but d'échanger autour des bonnes pratiques et mécanismes clés permettant aux politiques publiques et aux services destinés à la jeunesse de répondre réellement aux besoins des jeunes hommes et femmes de la région Moyen Orient Afrique du Nord (MENA). Sous l'égide du MJS marocain, cette conférence réunira des jeunes hommes et femmes de la région MENA, des hauts responsables des Ministères de la Jeunesse et d'autres ministères travaillant sur la question de la jeunesse, ainsi que des associations de la jeunesse et autres organismes non-gouvernementaux représentant la jeunesse des pays de la région ainsi que des pays membres de l'OCDE.

L'objectif est de consolider l'échange de bonnes pratiques et d'expériences entre les trois pays partenaires du projet : la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ainsi que d'autres pays de la région MENA et pays de l'OCDE sur la question éminemment importante de l'inclusion de la jeunesse dans les politiques publiques. La conférence régionale sera également l'opportunité de mener une réflexion commune autour du rôle des conseils régionaux et locaux pour la jeunesse afin d'identifier les actions concrètes qui permettront une plus grande représentation et engagement des jeunes à tous les niveaux.

Programme du la 1^{ère} journée – Mardi 3 octobre 2017

8:30 – 9:00

INSCRIPTION ET FOIRE DE LA JEUNESSE

ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

9:00 – 10:00
Salle Impériale

- M. Rachid Talbi Alami, Ministre de la Jeunesse et des Sports, Maroc
- M. Abdelkoddous Saadaoui, Secrétaire d'État en charge de la Jeunesse, Tunisie
- M. Sattam Awwad, Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse, Jordanie
- Mme Natalie Dube, Ambassadrice du Canada au Maroc
- Mme Mari Kiviniemi, Secrétaire Générale Adjointe, OCDE

10:00 – 10:30

RÉCEPTION OFFERTE PAR LE MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS MAROCAIN

10:30-12:00
Salle Impériale

SESSION 1. LES JEUNES D'ABORD : VERS UNE VISION COMMUNE DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LA RÉGION MENA

Les partenaires du projet de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie ainsi que d'autres pays de la région MENA seront invités à présenter les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies nationales de jeunesse de leurs pays. L'échange portera également sur les bonnes pratiques et leçons apprises dans le cadre du processus d'élaboration de telles stratégies dans les pays MENA et de l'OCDE et se focalisera sur les mécanismes permettant une coordination et communication interministérielle efficace, ainsi qu'un engagement constant des jeunes femmes et hommes dans l'ensemble des phases d'élaboration de telles stratégies. Enfin, la session exposera également quelles capacités de suivi et d'évaluation sont nécessaires pour mener à bien de tels efforts.

12:00 – 13:30

DÉJEUNER

13:30 – 15:00
Salle Impériale

SESSION 2. LE LOCAL COMME PORTE D'ENTRÉE POUR DES POLITIQUES DE JEUNESSE ADAPTÉES

Cette session aura pour objectif d'échanger autour des mécanismes nécessaires permettant une mise en œuvre effective des stratégies et politiques de la jeunesse au niveau local. Elle permettra également de mettre en lumière les mécanismes et outils nécessaires pour élaborer des politiques de la jeunesse qui répondent aux réalités du niveau local, en se focalisant notamment sur l'usage des données autour des jeunes. Enfin, la session analysera les opportunités et défis pour les politiques de jeunesse dans le cadre des réformes de décentralisation, et en quoi ces dernières peuvent permettre un engagement renforcé des jeunes dans la vie publique.

15:00 - 16:30

SESSION 3. LES CERCLES DE LA JEUNESSE

Cercle parallèle a:

Salle Impériale

Les maisons de jeunesse : Une plateforme pour des politiques plus ouvertes et participatives au niveau local

La plupart des pays de la région MENA disposent d'un large réseau de maisons de jeunesse, qui constituent un espace de divertissement et d'apprentissage pour les jeunes.

Ce Cercle de la Jeunesse sera une occasion pour présenter les résultats du questionnaire sur les maisons de jeunesse adressé aux trois pays partenaire du projet, et permettra de discuter des possibilités de restructuration de ces espaces pour en faire une vraie plateforme d'échange, d'épanouissement et d'apprentissage, et un acteur clé dans le renforcement de l'engagement des jeunes dans la vie publique et du gouvernement ouvert.

Cercle parallèle b:

Salle Jade

Vote et candidature : Comment surmonter les obstacles que rencontrent les jeunes pour participer à la vie politique ?

Conformément à une tendance mondiale, les jeunes des pays MENA sont moins susceptibles de voter et font face à des défis considérables pour se présenter comme candidats aux élections nationales et locales (âge minimum élevé, culture politique, ressources financières, faible niveau de confiance dans les partis politiques et les élus).

Ce Cercle de la Jeunesse explorera comment les jeunes peuvent être encouragés à participer aux élections - à la fois comme électeurs et candidats - en tirant parti de l'expérience réussie de jeunes candidats.

16:30-16:45

PAUSE-CAFÉ

16:45 - 17:15

Salle Impériale

Résumé des discussions

LES CONCLUSIONS DE RABAT

17:15

Salle Impériale

- Ministère de la Jeunesse et des Sports, Maroc
- Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance

Programme de la 2^{ème} journée – Mercredi 4 octobre 2017

SESSION 4 : CONSEIL NATIONAL DE LA JEUNESSE: COMPOSITION, MANDAT ET INFLUENCE

Salle Jade

Assurer que la voix des jeunes soit entendue dans la sphère publique est un enjeu important dans la formulation des politiques publiques qui répondent aux besoins de tous.

9:00 - 11:00

La création d'un corps institutionnel (un conseil) peut faciliter que leur préoccupations soient prises en compte et peut favoriser des politiques publiques permettant l'inclusion économique, sociale et politique des jeunes.

Cette session permettra de revenir sur les différents modèles de conseils de jeunesse, ainsi que sur la composition, le mandat et les mécanismes de fonctionnement d'une telle entité.

CÉRÉMONIE DE LANCEMENT DU PROJET « VOIX CITOYENNE AU MAROC » ET LANCEMENT DU PLAN D'ACTION DU MAROC POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT

Salle Impériale

- **M. Mohammed Benabdelkader**, Ministre de la Réforme de l'Administration et de la Fonction Publique, Maroc
- **M. Götz Schmidt-Bremme**, Ambassadeur de l'Allemagne au Maroc
- **Mme Mari Kiviniemi**, Secrétaire Générale Adjointe, OCDE
- **M. Ricardo Díez-Hochleitner Rodríguez**, Ambassadeur de l'Espagne au Maroc et ancien Co-Président du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance
- **M. Alessandro Bellantoni**, Analyste principal et Coordonnateur du programme de l'OCDE sur le Gouvernement Ouvert

11:00 - 11:30

PAUSE-CAFÉ

SESSION 5 (SESSION CONJOINTE)

QUEL RÔLE POUR LES MÉDIAS POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DES JEUNES DANS LA VIE PUBLIQUE ?

Pour garantir une plus grande efficacité de la communication institutionnelle, il incombe de mettre en place des mécanismes qui permettent un suivi de l'action gouvernementale et qui facilite la possibilité aux citoyens d'exprimer leurs voix. Étant donné leur proximité des citoyens, les médias tant nationaux que locaux jouent un rôle crucial dans ce cadre. Cette séance se focalisera sur l'assise et la contribution des médias et notamment des médias associatifs pour un engagement renforcé des jeunes dans la vie publique. La session examinera la capacité des médias à accroître la participation des citoyens dans la vie publique, notamment des jeunes, et les conditions nécessaires pour ce faire.

11:30 - 13:30

Salle Impériale

13:30

DÉJEUNER

Contexte

Avec une croissance démographique annuelle de près de 3% comparée à une moyenne mondiale de 1%, près des 2/3 de la population de la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA) a moins de 30 ans. Le poids démographique de la jeunesse dans la région représenterait un atout considérable si les jeunes étaient en mesure de contribuer pleinement aux activités économiques et politiques de leur pays. Cependant, les chiffres relatifs à leur participation économique (30% de chômage chez les jeunes de la région, le taux le plus élevé au monde ; comparé à 13% pour les pays de l'OCDE par exemple) et politique restent en dessous des attentes.

Plusieurs sondages nationaux mettent en lumière le faible engagement public et politique des jeunes de la région. En Jordanie, le taux de participation des jeunes de 17-30 ans aux élections législatives de 2016 fut de 35%. Au Maroc, 36% de la jeunesse participe régulièrement aux élections. En Tunisie, les jeunes ne sont que 1 % à être affiliés à un parti politique. Il s'agit d'un défi également partagé par les pays de l'OCDE, où seuls 11% de jeunes sont engagés dans un parti politique. Il convient toutefois de préciser qu'il existe une mobilisation et un intérêt politique important de la jeunesse dans la région, s'exprimant à travers des voies alternatives aux moyens traditionnels d'engagement. En effet, alors que les jeunes de la région incarnent une génération de plus en plus à l'aise avec les nouveaux moyens de communication, cela représente un véritable enjeu pour les gouvernements devant s'adapter à ces nouvelles formes d'interaction.

Face à ce constat, plusieurs gouvernements de la région MENA ont mené d'importantes réformes visant à renforcer l'engagement et l'inclusion des jeunes et ont tenté de développer de nombreux projets visant la promotion des droits des jeunes femmes et hommes, notamment au niveau local, afin qu'ils deviennent à la fois moteurs et bénéficiaires d'une croissance plus inclusive. Il est à noter que la Constitution du Maroc a consacré le principe de participation de la jeunesse au développement social, économique, culturel et politique du pays dans son article 33. En Tunisie, les articles 8 et 133 de la Constitution de 2014 reconnaissent la jeunesse comme une force active dans la construction de la patrie, et entérinent la pleine participation et représentation des jeunes au sein des conseils des collectivités locales. Le gouvernement jordanien a, quant à lui, placé l'autonomisation de la jeunesse au plus haut dans ses priorités, tel que souligné par le 6ème Document de Travail (2016) de S.M le Roi Abdullah II ainsi que le rôle clé endossé par la Jordanie dans l'adoption de la résolution des Nations Unies sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité datant du 9 décembre 2015.

De plus, et au vu de la nature transversale des politiques de la jeunesse, ces pays ont saisi la nécessité de développer des stratégies nationales favorisant une coordination entre tous les acteurs nationaux et locaux concernés, afin de mettre en place des politiques et services plus adaptés aux besoins des jeunes de la région MENA. Au Maroc, la Stratégie Nationale Intégrée de la Jeunesse 2015-30 a pour objectif d'orienter, de coordonner et d'améliorer la cohérence des interventions politiques en faveur des jeunes. La Jordanie s'est engagée dans la formulation d'une vision à long terme pour la jeunesse à travers la Stratégie Nationale pour la Jeunesse 2017-25. La Tunisie a quant à elle lancé un processus de consultation sociétal national, avec les jeunes et les familles, sur les défis auxquels sont confrontés les jeunes Tunisiens et Tunisiennes, et ce afin de développer un Stratégie Nationale Intégrée de la Jeunesse 2016-2030.

Par ailleurs, de nombreux pays de la région ont mis en place ou souhaitent mettre en place des cadres institutionnels pour renforcer la représentation et l'engagement des jeunes dans la vie publique à l'échelle centrale, tels que le Conseil de la Jeunesse aux Émirats Arabes Unis, le Conseil Consultatif de la Jeunesse et de l'Action Associative au Maroc prévue par le projet de loi n° 89-15, ou le futur Conseil Supérieur de la Jeunesse en Tunisie. Par ailleurs, le processus de régionalisation ou de décentralisation dans lequel de nombreux pays de la région MENA se sont engagés présente des défis majeures en termes de gouvernance publique locale, mais également des opportunités additionnelles quant à l'engagement des jeunes dans la vie publique, et telle que le démontre la mise en place par le Maroc d'Instances Régionales de la Jeunesse.

Malgré l'existence de diverses dispositions institutionnelles, d'organes ayant un mandat officiel en matière de jeunes, de politiques et de stratégies nationales de la Jeunesse, la marginalisation des jeunes du débat public et du processus décisionnel alimentent un faible niveau de confiance dans le gouvernement. C'est dans ce cadre que l'OCDE s'est engagée à soutenir les gouvernements de la région MENA afin de mettre en œuvre, coordonner et accroître la cohérence des interventions en faveur des jeunes et renforcer leur engagement dans la vie publique.

Liste des principaux intervenants

- **M. Abdellatif Aït Laamiri**, Secrétaire Général, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Maroc
- **M. Aziz Abrate**, Chef de Service à la Direction des Affaires Juridiques, des Études, de la Documentation et de la Coopération à la Direction Générale des Collectivités Territoriales, Maroc
- **M. Moritz Ader**, Analyste de politiques publiques et responsable du projet Jeunesse en Jordanie, OCDE
- **M. Mohammad Alhabarneh**, Membre du Comité de pilotage, Groupe de participation des jeunes, I dare, Jordanie
- **Mme Miriam Allam**, Chef du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance
- **M. El Kebir Alaoui**, Directeur Pays, PNUD, Tunisie
- **Mme. Arwa Al-Jarhie**, Membre élu du conseil du gouvernorat d'Aqaba, Jordanie
- **M. Hamza Al Tarawneh**, Maire de la municipalité de Mo'ab, Jordanie
- **M. Moez Attia**, Président de l'association Koulna Tounes, Tunisie
- **M. Sattam Awwad**, Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse, Jordanie
- **Mme Karine Badr**, Analyste de politiques publiques et responsable du projet Jeunesse au Maroc, OCDE
- **M. Nizar Basalat**, Directeur Général des politiques et stratégies, Haut Conseil de la Jeunesse et des Sports, Autorité Palestinienne
- **Mme Imen Belhedi**, Directrice de l'Observatoire National de la Jeunesse, Tunisie
- **M. Yacine Bellarab**, Directeur de la Communication, de la Coopération Internationale et des Études Juridiques, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Maroc
- **M. Ali Berro**, Conseiller du Ministre de la Jeunesse et des Sports, Liban
- **Mme. Chaima Bouhlel**, Journaliste, Tunisie
- **Mme Natalie Dube**, Ambassadrice du Canada au Maroc
- **M. Ilyes Ezzine**, Président de l'Institut Tunisien pour la Démocratie et le Développement, Tunisie
- **M. Khaled Hamrouni**, Chargé de mission Jeunesse au Cabinet de la Ministre des Affaires de la Jeunesse et du Sport, Tunisie
- **Mme Tina Hocevar**, Membre du Conseil, Forum Européen de la Jeunesse, Slovénie
- **M. Jean-Jacques Hible**, Analyste, OCDE

- **M. Kamel Hnid**, Directeur des institutions de la jeunesse, Ministère des affaires de la Jeunesse et du Sport, Tunisie
 - **Mme Aida Kaisy**, Experte en gouvernance des médias
 - **Mme Ines Kharrat**, Coordinatrice du projet Jeunesse en Tunisie, Services de la gouvernance auprès de la présidence du gouvernement, Tunisie
 - **M. Hasan Khawaj**, Directeur du Cabinet du Ministre et Directeur de la Communication et de la Coopération Internationale, Ministère de la Jeunesse, Jordanie
 - **M. Habib Koubaa**, Directeur Général de la Gouvernance, Présidence du Gouvernement, Tunisie
 - **M. Kamel Larbi**, Directeur Général de la Jeunesse, Ministère des affaires de la Jeunesse et du Sport, Tunisie
 - **M. Arafat Awad Mahmout**, Responsable du Programme, New think, Jordanie
 - **M. Frédérick Pairault**, Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunesse (ANACEJ), France
 - **M. Flavio Ramos**, Bureau de la Jeunesse, Ville de Gaia, Portugal
 - **M. Mohammed Rherras**, Directeur de la Jeunesse, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Maroc
 - **M. Ragheb Shraim**, Responsable du Programme RASED Government, Al Hayat Centre for Civil Society Development, Jordanie
 - **M. Zorko Skvor**, Secrétaire, Bureau de la République de Slovénie pour la Jeunesse, Slovénie
 - **Mme. Amira Tlili**, Analyste de politiques publiques et responsable du projet Jeunesse en Tunisie, OCDE
 - **Mme Clara Wengert**, Secrétaire Générale, Conseil Fédéral de la Jeunesse Allemande
 - **M. Georg Henrik Wrede**, Directeur, Division de l'emploi des jeunes et des politiques de la jeunesse, Ministère de l'Éducation et de la Culture, Finlande
 - **Mme. Sanah Yassin**, Responsable de Programme, Partners Jordan, Jordanie
- 



CONTACT

ADER Moritz, Analyste en politiques publiques et responsable du projet en Jordanie,
GOV Moritz.ader@oecd.org

BADR Karine, Analyste en politiques publiques et responsable du projet au Maroc,
GOV karine.badr@oecd.org

TLILI Amira, Analyste en politiques publiques et responsable du projet en Tunisie,
GOV amira.tlili@oecd.org

Vous pouvez tweeter au sujet de la conférence en utilisant le hashtag
[#shabab4MENA](https://twitter.com/shabab4MENA) et [@OECDGov](https://twitter.com/OECDGov)

